



Conseil économique et social

Distr. générale
2 juin 2017
Français
Original : anglais

Session de 2017

28 juillet 2016-27 juillet 2017

Débat consacré à l'intégration

Compte rendu analytique de la 26^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 9 mai 2017, à 15 heures

Président : M. Munir (Vice-Président) (Pakistan)

Sommaire

Point 8 de l'ordre du jour : Débat consacré à l'intégration (*suite*)

Table ronde sur le thème « Instruments de politiques en faveur d'une approche intégrée de l'élimination de la pauvreté »

Débat général (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



En l'absence de M. Shava (Zimbabwe), M. Munir (Pakistan), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 8 de l'ordre du jour : Débat consacré à l'intégration (suite)

Table ronde sur le thème « Instruments de politiques en faveur d'une approche intégrée de l'élimination de la pauvreté »

1. **M. Reddy** (Professeur associé d'économie à la New School for Social Research), animateur, déclare que les liens de causalité entre différents aspects du développement sont trop souvent reconnus après coup, notamment les liens entre la mortalité post-infantile et la fécondité, et entre l'éducation des mères et la santé des enfants. À une époque où l'opinion des experts est souvent sous-estimée, il importe de tenir compte de ces liens lors de l'élaboration des politiques et du déploiement des instruments, et de faire en sorte que ces politiques et instruments fassent l'objet d'un consensus démocratique.

2. **M^{me} Angell-Hansen** (Représentante permanente de la Norvège auprès de l'Office des Nations Unies à Vienne et Présidente de la Commission des stupéfiants à sa soixantième session), intervenante, estime que le rapport entre la pauvreté et l'abus de stupéfiants, mis en lumière à la soixantième session de la Commission, tenue à Vienne en mars 2017, illustre bien ces liens de causalité, ajoutant que cette session a été un jalon important dans l'ensemble des activités menées pour donner suite à la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le problème mondial de la drogue, tenue en avril 2014.

3. En 2015, un quart de milliard de personnes environ consommaient de la drogue, et 29 millions souffraient de troubles concomitants. Les bénéfices du trafic de stupéfiants s'élevaient à plus de 2 000 milliards de dollars, dont 28 milliards environ pour la seule région des Balkans occidentaux. Ces fonds permettent aux trafiquants de drogue de soudoyer des juges, des policiers et des responsables politiques, ce qui freine considérablement les progrès en matière de lutte contre ce trafic. Le lien entre les drogues, la criminalité transnationale organisée et le terrorisme sera le sujet du prochain Rapport mondial sur les drogues, qui sera publié en juin 2017.

4. La pauvreté et les désavantages sociaux sont d'importants facteurs de risque de toxicomanie. Les femmes, pourtant particulièrement vulnérables, s'abstiennent souvent de demander de l'aide de peur de perdre la garde de leurs enfants. L'incidence du

VIH/sida et de l'hépatite est relativement élevée chez les toxicomanes, et un rapport récent du Bélarus montre clairement que les mesures de prévention ciblant la population d'usagers de drogues injectables produisent des résultats mesurables.

5. Les fonds consacrés à la lutte contre la drogue sont très insuffisants. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a été contraint d'abandonner certains des projets qu'il mettait en œuvre dans les prisons et n'a pu répondre qu'à une part minime des demandes de financement qui lui ont été adressées. Près du tiers des fonds engagés pour lutter contre la drogue dans les pays en développement proviennent des pays eux-mêmes. Le Conseil économique et social pourrait jouer un rôle central pour ce qui est de renforcer la coopération entre les organismes compétents en vue de mobiliser davantage de ressources.

6. **M. Kirkpatrick** (Directeur de l'initiative Global Pulse de l'Organisation des Nations Unies), intervenant, accompagnant ses propos d'une présentation de diapositives numériques, explique que l'initiative Global Pulse vise à mettre les mégadonnées au service des objectifs de développement. Ces dernières années, l'omniprésence de la technologie numérique et des médias sociaux, qui permettent aux utilisateurs de produire d'énormes quantités de données utiles au cours de leurs activités quotidiennes, a provoqué une véritable révolution.

7. Le suivi des téléphones portables permet de recueillir de grandes quantités de données sur les mouvements de population, qui peuvent notamment servir à identifier les régions dans lesquelles des maladies pourraient se propager. On a également découvert que les achats de recharges pour téléphones portables permettaient d'estimer la consommation globale des ménages avec un niveau de précision de près de 90 %. Les doléances publiées sur Twitter fournissent des indications concernant la hausse des prix alimentaires. Les poches de pauvreté peuvent être discernées à l'aide d'un logiciel utilisant des photographies par satellite pour distinguer les zones où des toits de chaume, matériau relativement bon marché, sont communément utilisés, de celles où les habitants ont recours à des toitures en métal plus onéreuses. Après le passage de l'ouragan Odile sur la côte ouest du Mexique, les variations du nombre de transactions effectuées par carte de crédit ont été utilisées non seulement pour évaluer les répercussions économiques de l'ouragan, mais aussi pour estimer le taux de reprise des activités dans différentes zones. Il est également possible de recueillir des données quand bien même une grande partie de la population n'a pas

accès à Internet. À titre d'exemple, l'analyse de la fréquence d'utilisation de certains mots et expressions dans les émissions de radio ougandaises s'est avérée utile pour connaître les préoccupations de la population.

8. Beaucoup de grandes entreprises ont recours à l'exploration de données à des fins commerciales, mais nombre d'entre elles sont également disposées à mettre leurs informations au service des objectifs de développement durable. Tout comme l'énergie nucléaire, les mégadonnées peuvent être utilisées à bon ou mauvais escient. M. Kirkpatrick rappelle que seules des données anonymes sont utilisées dans le cadre de l'initiative Global Pulse et que les informations personnelles doivent absolument être dissociées des données utiles. Le pouvoir des mégadonnées n'étant pas complètement maîtrisé par la législation, une meilleure compréhension des usages qui en sont faits et de leurs éventuelles implications est nécessaire si l'on veut tirer le meilleur parti des informations disponibles sans pour autant sacrifier l'intimité de la vie privée.

9. **M^{me} Elhelaly** (ancienne Directrice générale du Fonds social de développement et Directrice générale de l'organisation égyptienne Amwal Financial Investments), intervenant, accompagnant ses propos d'une présentation de diapositives numériques, dit que la pauvreté est la plus meurtrière des armes de destruction massive. Le tiers de la population égyptienne est considérée comme pauvre et dépend des filets de sécurité sociale pour satisfaire ses besoins essentiels en matière d'alimentation et de logement. Suivant le modèle appliqué au Brésil, le Ministère égyptien de la solidarité sociale a assorti de conditions les transferts en espèces destinés aux écoliers et à la santé infantile. Néanmoins, d'autres programmes de protection sociale, notamment ceux qui ciblent les personnes âgées et les personnes handicapées, ne sont pas assortis de conditions. Ces programmes tiennent compte des objectifs d'inclusion financière et d'autonomisation des femmes.

10. Les projets de travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre, qui permettent de créer des emplois temporaires, peuvent être utiles. Toutefois, c'est la microfinance qui constitue la clef de l'atténuation de la pauvreté et de la création d'emplois. La possibilité, pour les entreprises, de passer du secteur non structuré au secteur structuré de l'économie peut avoir pour effet d'accroître considérablement le produit intérieur brut d'un pays. L'ONU joue un rôle majeur dans la création de synergies entre les secteurs public et privé et la promotion de la responsabilité sociale des entreprises. Les pays en développement ont besoin d'une assistance accrue de la part des pays développés pour que soit

réalisé l'objectif tendant à ce que nul ne soit laissé pour compte.

11. **M. Sultan Khan** (Président d'Aga Khan Rural Support Programmes Network, Pakistan), intervenant, déclare que son organisation a amélioré les conditions de vie de centaines de millions de personnes en situation de pauvreté, ajoutant que c'est l'interaction avec les populations locales qui est à l'origine de ce succès. Les modèles de développement « clés en main » répondent rarement aux besoins réels des populations. La diversité des situations exige d'engager des consultations et un dialogue avec chaque ménage afin de libérer le potentiel existant.

12. Dès 1991, l'Association sud-asiatique de coopération régionale a recommandé de placer la mobilisation sociale au cœur de toutes les stratégies pour la réduction de la pauvreté, et l'organisation de M. Sultan Khan constitue un modèle à cet égard. À l'heure actuelle, les composantes politique et administrative de l'État pakistanais ne lui permettent pas de déployer son action jusqu'au niveau local. Pour atteindre les populations dans le besoin, il faudrait incorporer une troisième composante socioéconomique à l'appui de l'organisation des quartiers et des villages. Les donateurs et les organisations non gouvernementales n'ont pas les moyens de s'en charger seuls et ont besoin d'un solide financement public. Les initiatives de développement mises en œuvre dans l'État indien d'Andhra Pradesh, auxquelles la mission nationale pour les moyens de subsistance en milieu rural du Gouvernement indien a affecté plus de 5 milliards de dollars, constituent un exemple à suivre. La participation des populations locales est un outil éprouvé qui s'est avéré crucial pour le succès des programmes d'assistance en matière de développement.

13. **M. Ríos Sánchez** (Observateur du Mexique), se félicitant de la présence de la Présidente de la Commission des stupéfiants à sa soixantième session, estime que la participation aux débats de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Vienne contribuera à éliminer les cloisonnements. La session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le problème mondial de la drogue, tenue en 2016, a fourni à la communauté internationale un nouveau modèle lui permettant de s'attaquer à ce problème en tenant compte des questions relatives aux droits de l'homme et en privilégiant une démarche soucieuse d'équité entre les sexes. Ce modèle devrait désormais constituer le fondement du dialogue multilatéral sur la question. Il importe également d'établir des liens entre les politiques multilatérales en matière de drogues et le

Programme de développement durable à l'horizon 2030 et d'utiliser des données et indicateurs statistiques appropriés pour traiter les aspects sociaux de la question. À cet égard, l'Institut national de statistique et de géographie du Mexique collabore avec l'ONUDC pour élaborer un cadre conceptuel permettant d'analyser les questions liées au problème mondial de la drogue d'un point de vue actuel et progressiste.

14. **M^{me} Elhelaly** (ancienne Directrice générale du Fonds social de développement et Directrice générale de l'organisation égyptienne Amwal Financial Investments), en réponse à une question du Président au sujet des avantages comparatifs des programmes de microfinancement et des transferts en espèces, précise que ces initiatives ciblent différentes populations. Les transferts en espèces sans condition sont destinés aux personnes âgées et aux personnes handicapées qui ne sont pas en mesure de travailler, tandis que les transferts monétaires assortis de conditions sont conçus pour promouvoir le développement de différentes manières, notamment en incitant les parents à envoyer leurs enfants à l'école ou à les emmener chez le médecin. En revanche, les programmes de microfinancement et d'aide à la création d'entreprises sont des initiatives visant à générer de l'emploi. Les premiers, qui ont pour but d'aider la population, en particulier les femmes chefs de famille, à accroître le revenu de leur ménage, ont donné des résultats particulièrement positifs chez les femmes vivant en milieu rural. Les seconds, qui consistent généralement en des prêts, une assistance technique, des conseils et des activités visant à développer les compétences commerciales des bénéficiaires, ciblent davantage les jeunes. Il s'agit là d'un outil extrêmement important en Égypte, où le nombre de jeunes diplômés chaque année de l'université est largement supérieur au nombre d'emplois disponibles dans les secteurs public et privé.

15. **M. Kirkpatrick** (Directeur de l'initiative Global Pulse de l'ONU) dit que l'analyse des données issues de l'utilisation des services de transferts en espèces offre des possibilités importantes mais inexploitées de recenser les risques auxquels les projets de développement pourraient être exposés. À titre d'exemple, ces informations pourraient être utilisées pour étudier le lien entre la sécheresse et le non-remboursement des microcrédits. Les mégadonnées permettraient également de mieux évaluer l'efficacité des transferts en espèces dans les différentes communautés. Le fait de comparer, sur une certaine période, les crédits de téléphonie mobile dont disposent les membres d'une communauté donnée avant et après la réalisation de transferts en espèces

permettrait par exemple d'apprécier l'évolution de leur situation financière. Des partenariats avec le secteur privé seront toutefois nécessaires pour veiller à ce que ces données soient exploitées de manière sûre et responsable.

16. **M^{me} Angell-Hansen** (Représentante permanente de la Norvège auprès de l'Office des Nations Unies à Vienne et Présidente de la Commission des stupéfiants à sa soixantième session) signale que la protection sociale est essentielle si l'on veut prévenir l'abus des drogues, en particulier chez les jeunes, les hommes, les migrants et les réfugiés de longue date. En ce qui concerne la production de drogues, des initiatives associant le secteur privé et visant à promouvoir les cultures de substitution sont déjà en place dans des pays tels que la Colombie. Il convient de noter que l'abus n'est que l'un des aspects du problème de la drogue. Trop peu d'attention est accordée à la situation des millions d'habitants de pays en développement qui meurent de cancer et d'autres maladies douloureuses sans analgésiques opioïdes essentiels.

17. **M. Sultan Khan** (Président d'Aga Khan Rural Support Programmes Network, Pakistan) déclare que la mobilisation sociale constitue la première initiative à mettre en œuvre pour aider les populations à sortir de la pauvreté, ajoutant que celles-ci savent mieux que quiconque ce dont elles ont besoin pour améliorer leur situation. Les instruments tels que les fonds d'investissement autorenewables de proximité, au titre desquels les membres d'un groupe s'accordent sur la contribution que doit verser chaque ménage et évaluent conjointement la faisabilité des plans sur la base de leurs connaissances du contexte local, sont parfois plus efficaces que les programmes de microfinancement, en particulier chez les populations dont les revenus sont insuffisants pour s'acquitter des intérêts correspondants. Les transferts en espèces ne suffisent pas, à eux seuls, à éliminer la pauvreté. Le Pakistan verse chaque année des milliards de roupies à 5,3 millions de bénéficiaires dans le cadre de son Programme national de soutien au revenu, mais 85 % de ces espèces sont consacrées à l'achat de produits de consommation. Il est beaucoup plus efficace de donner aux gens les moyens de sortir de la pauvreté en subordonnant l'octroi de subventions en espèces à la participation à de petits projets d'investissements.

18. **M. Kirkpatrick** (Directeur de l'initiative Global Pulse de l'ONU) dit que les données nécessaires à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ont été produites, contrôlées et utilisées par les gouvernements, mais que celles qui appuieront la réalisation de ces objectifs sont générées par les

particuliers – souvent à leur insu –, recueillies en temps réel par des machines et contrôlées par des sociétés privées. La mise en œuvre de ce programme ambitieux dans un monde en perpétuelle mutation se fera donc dans un paysage très fragmenté. Il faudra s'attacher à faciliter le partage des données et à renforcer les capacités des pays d'utiliser ces informations, non seulement pour mesurer les progrès réalisés, mais aussi pour adapter les politiques en vue d'améliorer les résultats, en faisant en sorte qu'elles soient plus souples et évolutives et qu'elles tiennent mieux compte des nouvelles informations disponibles.

19. *Une courte vidéo sur l'organisation égyptienne Amwal Financial Investments est projetée.*

20. **M^{me} Elhelaly** (ancienne Directrice générale du Fonds social de développement et Directrice générale de l'organisation égyptienne Amwal Financial Investments) souligne que des filets de sécurité sociale sont essentiels si l'on veut éliminer la pauvreté, ajoutant que l'optimisation des synergies et des complémentarités au sein du système des Nations Unies, la fourniture d'une aide publique au développement aux pays qui en ont besoin et l'instauration de mesures visant à s'assurer que nul ne soit laissé pour compte sont également importantes.

Débat général (suite)

21. **M. Liu Jieyi** (Chine) dit que la communauté internationale doit intensifier ses efforts dans un certain nombre de domaines pour réaliser les objectifs énoncés dans le Programme 2030. Tous les acteurs concernés, notamment l'ONU et la Banque mondiale, doivent travailler de concert en vue d'optimiser le partenariat mondial à l'appui du développement, de renforcer la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de tout faire pour éliminer la pauvreté dans les plus brefs délais. En outre, il convient de renforcer la coopération au service du développement et de la réduction de la pauvreté en mettant l'accent sur des modalités gagnant-gagnant, ce qui implique d'aider les pays en développement en tenant compte de leurs besoins de financement, en leur procurant l'aide publique au développement qui leur a été promise, en renforçant leurs capacités, en consentant à un allègement de leur dette et en facilitant leur accès aux marchés. La communauté internationale devrait aider ces pays à suivre leur propre voie et à utiliser leurs propres ressources nationales à l'appui de leur développement en leur offrant une assistance dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, de la gestion des ressources humaines, des énergies vertes et de la protection de l'environnement, selon qu'il conviendra. Il importe également d'améliorer le contexte

international en matière de développement en veillant à instaurer et à pérenniser une économie mondiale ouverte, un système économique et financier juste, équitable, inclusif et harmonieux, ainsi qu'un environnement extérieur favorable aux pays en développement.

22. Au cours des trente dernières années, la Chine a suivi sa propre voie en matière de réduction de la pauvreté. Les politiques mises en œuvre pour dynamiser l'économie et réduire la pauvreté ont stimulé la croissance économique et entraîné une baisse considérable du taux de pauvreté. Ces progrès sont le fruit de la direction énergique du Gouvernement, de l'intégration de la réduction de la pauvreté dans la stratégie nationale de développement et des efforts déployés pour renforcer les capacités de développement des personnes vivant dans la pauvreté. La stratégie de développement chinoise, qui repose sur une approche intégrant l'ensemble de la société et impliquant le Gouvernement, la population et les marchés, comporte des politiques visant à soutenir les zones rurales et le secteur agricole en général, et d'autres ciblant spécifiquement les populations pauvres. Des mesures ont été prises pour soutenir la production et l'emploi, offrir une assistance au déplacement et à la réinstallation et réduire la pauvreté au moyen d'initiatives visant à protéger l'environnement et à sensibiliser la population à l'écologie. Grâce aux efforts mis en œuvre par le Gouvernement chinois, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté en milieu rural a diminué de plus de 700 millions pour s'établir à 43 millions de personnes environ. En 2020, plus aucun Chinois ne vivra dans la pauvreté.

23. La Chine appuie le développement international depuis plus de 60 ans. Elle a contribué au financement de 166 pays et organisations internationales à hauteur de près de 400 milliards de yuan, envoyé plus de 600 000 agents humanitaires à l'étranger, fourni une assistance médicale dans 69 pays et allégé sans condition une part importante de la dette contractée par certains pays pauvres très endettés et pays moins avancés. En 2015, le Gouvernement a annoncé son intention de créer un fonds d'assistance pour la coopération Sud-Sud, de porter ses investissements dans les pays moins avancés à 12 milliards de dollars d'ici à 2030 et de mener à bien des projets dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'agriculture, de la facilitation du commerce, de la formation et de l'éducation. La Chine est prête à collaborer avec la communauté internationale au service du développement universel et de l'élimination de la pauvreté.

24. **M. Chandrtri** (Observateur de la Thaïlande) dit qu'une lutte globale et efficace contre la pauvreté exige des gouvernements qu'ils reconnaissent le caractère multidimensionnel de cette question, notamment les aspects liés à l'absence d'emplois et de perspectives d'avenir et à l'impossibilité d'accéder aux services de base. Le Gouvernement thaïlandais a fait de l'élimination de la pauvreté un élément central de sa stratégie nationale de développement économique et social sur 20 ans, dont les politiques et programmes comportent des mesures visant à fournir une assistance et des subventions aux populations pauvres, à créer des emplois, à promouvoir des systèmes de propriété foncière durables et à offrir des services de logement, d'éducation et de santé en mettant l'accent sur les personnes handicapées, les personnes âgées et d'autres populations vulnérables. Des programmes de gestion des risques de catastrophe sont également en place. Grâce à ces initiatives, la proportion de Thaïlandais vivant dans la pauvreté est tombée de 57 % en 1990 à 10,5 % en 2014.

25. L'élimination de la pauvreté exigera de transformer les systèmes, mais aussi les mentalités. Depuis quarante ans, l'approche mise en œuvre par la Thaïlande lui a permis d'aider ses citoyens à échapper au cycle de la pauvreté en leur enseignant les principes de modération, de résilience et de raison fondés sur le savoir et les préceptes moraux. Le Gouvernement partage d'ores et déjà cette approche avec les États de la région qui s'intéressent à cette question et est désireux d'en faire profiter la communauté internationale dans son ensemble. Il demeure résolu à collaborer avec toutes les parties prenantes dans le cadre de l'action visant à éliminer la pauvreté dans le monde d'ici à 2030.

26. **M. Ntonga** (Zimbabwe) estime que l'élimination de la pauvreté est l'enjeu le plus important de notre temps. Outre les engagements pris au titre de différents instruments mondiaux et dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, le Gouvernement zimbabwéen a adopté un programme national de transformation socioéconomique durable articulé autour de quatre piliers : la sécurité alimentaire et la nutrition; les services sociaux et l'élimination de la pauvreté; les infrastructures et les services publics de distribution; la création de valeur ajoutée et la valorisation des secteurs productifs.

27. Des politiques intégrées permettant de faire face à la nature multiforme et multidimensionnelle de la pauvreté s'imposent pour réaliser les objectifs de développement nationaux, régionaux et mondiaux. L'objectif de développement durable n° 1, qui vise à éliminer la pauvreté, ne pourra être atteint que si la

plupart des autres objectifs le sont également. Les gouvernements doivent faire preuve de détermination et utiliser leurs ressources nationales de manière transparente. Le modèle de développement doit être inclusif, se fonder sur des partenariats stratégiques et multipartites et mettre l'accent sur l'amélioration de l'éducation, l'élimination du marché du travail informel, l'éradication de la faim et de la malnutrition, la mise en place de filets de sécurité sociale, l'intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Il faut mieux protéger les économies des pays en développement des alternances d'expansion et de récession résultant des fluctuations des prix des produits de base en optimisant leur potentiel naturel et agricole. Du point de vue organisationnel, l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies devrait être en phase avec les efforts nationaux. Plus généralement, il importe de veiller à ce que les activités du système des Nations Unies pour le développement et d'autres entités des Nations Unies soient adaptées aux objectifs visés. M. Ntonga espère que des efforts sont en cours pour localiser le volume considérable de ressources actuellement investies dans des obligations à faible rendement, comme évoqué lors du laboratoire de financement de haut niveau des objectifs de développement durable, afin que ces fonds puissent être mis au service des pays en développement.

28. **M. Mikayilli** (Observateur de l'Azerbaïdjan) déclare que l'extrême pauvreté est une atteinte à la dignité humaine. Sachant que plus de 800 millions de personnes vivent encore dans une extrême pauvreté et que 20 millions sont actuellement aux prises avec la famine, on ne saurait trouver aucune excuse à l'inaction et à l'indifférence. L'Azerbaïdjan s'est récemment engagé à verser des contributions financières à quatre pays confrontés à la famine. Toutefois, si des fonds sont nécessaires pour atténuer cette crise, le seul moyen de mettre fin aux souffrances des populations à long terme est d'en finir avec les conflits armés qui en sont la cause.

29. La résolution [71/243](#) de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies fournit de solides orientations concernant la manière d'harmoniser les activités du système des Nations Unies pour le développement avec les efforts déployés par les pays pour mettre en œuvre le Programme 2030. La délégation azerbaïdjanaise se félicite des projets visant à faire concorder les travaux

de l'Assemblée générale avec les objectifs du Programme.

30. L'objectif ultime de la politique économique de l'Azerbaïdjan est d'améliorer la situation socioéconomique de ses citoyens. Le Gouvernement a intégré les objectifs de développement durable et les cibles connexes dans ses stratégies et plans nationaux et créé un Conseil national de coordination du développement durable. Il a diversifié l'économie nationale en créant des parcs industriels dans différentes régions du pays, en augmentant les dépenses publiques allouées à l'agriculture et à d'autres activités économiques rurales, en créant des perspectives d'emploi décent et durable, en stimulant l'esprit d'entreprise, en offrant une protection sociale aux familles à faible revenu et en construisant ou en rénovant 3 000 écoles et 600 hôpitaux et centres de santé. En outre, 250 000 déplacés ont bénéficié d'un logement dans le cadre du programme de réinstallation en cours. Grâce à ces efforts, la pauvreté et le chômage sont en baisse. L'Azerbaïdjan est déterminé à mettre en œuvre les objectifs de développement durable et à venir à bout du fléau de la pauvreté.

La séance est levée à 17 heures.